



HAL
open science

L'extrême-droite au centre

Gilles Ivaldi

► **To cite this version:**

Gilles Ivaldi. L'extrême-droite au centre. Revue Esprit, 2022, 2022 (10), pp.20-24. 10.3917/es-pri.2210.0020 . halshs-03792400

HAL Id: halshs-03792400

<https://shs.hal.science/halshs-03792400>

Submitted on 30 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'extrême-droite au centre

Gilles Ivaldi

CNRS, CEVIPOF-Sciences Po Paris

Cet article est la version pre-print d'un article paru dans la revue *Esprit*, dont la version publiée est disponible à l'adresse suivante : <https://esprit.presse.fr/article/gilles-ivaldi/l-extreme-droite-au-centre-44261>

La séquence électorale de 2022 en France a marqué un tournant important dans l'histoire politique de l'extrême-droite depuis 1945. Au premier tour, Marine Le Pen et Éric Zemmour ont réuni près d'un tiers des suffrages ; face à Emmanuel Macron, la candidate du RN a établi un nouveau record pour son parti en totalisant 41,5 % des voix représentant plus de 13 millions d'électrices et d'électeurs. Au-delà des facteurs économiques, culturels et politiques propres au cycle électoral qui vient de s'achever, cette nouvelle poussée de l'extrême-droite hexagonale illustre plus largement certaines des évolutions à l'œuvre au sein du phénomène extrémiste contemporain en Europe et aux États-Unis.

Un mouvement global et hétérogène

Si la défaite de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine de 2020 a pu laisser un temps entrevoir un reflux de l'extrême-droite, la période actuelle semble au contraire témoigner de la vitalité électorale de ces mouvements : structurellement, l'extrême-droite se nourrit des inquiétudes et des insécurités économiques, telles qu'elles s'expriment aujourd'hui dans de larges segments des électorats européens face à la flambée des prix et du coût de la vie, tandis que la guerre en Ukraine s'installe dans la durée. Tout au long de la pandémie, des partis tels que le RN français, l'AfD allemande, le FPÖ autrichien ou les *Fratelli d'Italia* se sont fait les porte-voix de l'incompréhension voire de la colère de nombreux citoyens face aux mesures sanitaires. À l'instar de Marine Le Pen en France, ces chantres de l'autorité, de la loi et de l'ordre se sont, pour l'occasion, volontiers mués pourfendeurs de gouvernements accusés de mettre à mal la démocratie et de bafouer les libertés individuelles. En France, ce « retour de bâton » post-pandémie fut un des ressorts du vote anti-Macron au second tour de la présidentielle puis dans l'élection d'un groupe RN pléthorique de 89 députés à l'Assemblée en juin dernier ¹.

Le succès de l'extrême-droite hexagonale n'est pas un fait isolé. En Suède, le scrutin législative vient de consacrer le succès des Démocrates Suédois de Jimmie Åkesson. Chez nos voisins italiens, Giorgia Meloni, cheffe de file des anciens fascistes des FdI, est en passe de remporter les élections du 25 septembre. En Autriche ou en Belgique, les partis d'extrême-droite restent en embuscade derrière les grands acteurs de gouvernement. En « milieu de tableau », on retrouve plusieurs formations d'extrême-droite autour de 10-15 % des intentions de vote : l'AfD allemande, le PVV aux Pays-Bas, Vox en Espagne ou Chega d'André Ventura au Portugal. Plus à l'est, l'extrême-droite a pris ses quartiers en Slovaquie et en Roumanie. En République Tchèque, elle se mêle aujourd'hui à la protestation protéiforme contre le gouvernement pro-occidental de Petr Fiala, et le mouvement menace de s'étendre aux pays voisins. En Hongrie, le Fidesz a totalisé 54% des voix aux législatives d'avril 2022, et conforté Viktor Orbán au pouvoir pour un quatrième mandat consécutif. En

¹ Gilles Ivaldi, « Le vote Le Pen », dans Perrineau, Pascal (dir.) *Le Vote clivé. Les élections présidentielle et législatives d'avril et mai 2022*, Presses Universitaires de Grenoble/UGA éditions, 2022 (à paraître).

Pologne, le PiS de Jarosław Kaczyński continue de faire largement la course en tête avec 35 % des intentions de vote devant la Coalition civique (KO) de Donald Tusk. Aux États-Unis, les *midterms* de novembre prochain diront si l'entreprise de Donald Trump de radicalisation du Parti républicain sera ou non couronnée de succès, au risque de voir le *Grand Old Party* s'orienter un peu plus vers le pôle extrême du système politique américain.

Les élections françaises de 2022 ont également illustré la diversité de l'extrême-droite contemporaine. S'ils se sont incontestablement retrouvés sur les thématiques traditionnelles de l'extrême-droite –immigration, Islam, autorité, souveraineté–, Marine Le Pen et Éric Zemmour ont affiché leurs divergences sur les questions socio-économiques et sociétales. Cette diversité de l'offre politique d'extrême-droite en France fait écho à l'hétérogénéité du phénomène sur la scène globale. Cette extrême-droite plurielle reste traversée par d'importantes lignes de clivages idéologiques et programmatiques : sur les questions économiques entre libéraux et néo-keynésiens ; sur les valeurs traditionnelles entre réactionnaires et pseudo-modernes ; ou sur les enjeux géopolitiques, au premier rang desquels la question délicate des relations avec la Russie de Vladimir Poutine, qui continue de diviser l'extrême-droite européenne.

Une dangereuse normalisation

Enfin, les élections françaises de 2022 ont illustré le processus de normalisation de l'extrême-droite contemporaine au cœur même des démocraties occidentales, et l'important travail d'image opéré par les mouvements d'extrême-droite pour atteindre un équilibre stratégique entre une radicalité antisystème toujours mobilisatrice, et la respectabilité et la crédibilité nécessaires à l'accès au pouvoir. À la « dédramatisation » version Marine Le Pen –élèveuse de chats et mère célibataire– fait écho la stratégie de normalisation poursuivie depuis 2014 par Giorgia Meloni à la tête des *Fratelli d'Italia* pour tenter de prendre ses distances avec les accusations de sympathies néo-fascistes. La montée en puissance des Démocrates suédois tient aussi à l'effacement progressif des racines du mouvement au sein de la galaxie néo-nazie.

En France comme ailleurs, ce travail cosmétique passe depuis plusieurs années par un recalibrage programmatique, notamment sur la question européenne. En 2022, Marine Le Pen a pris grand soin de masquer son programme européen, oubliant bien volontiers la sortie de l'Euro ou le Frexit qui avaient dominé sa campagne de 2017 –sans pour autant abandonner le vieux projet du FN d'une Union des nations libres et indépendantes. On se souvient également du virage à 180 degrés de Matteo Salvini sur les questions européennes une fois au pouvoir en 2018. En Suède, Åkesson a appris des leçons du passé et abandonné l'idée d'une sortie de l'UE pour se recentrer sur ses thèmes fétiches de l'immigration et de la sécurité qui ont dominé l'agenda des dernières législatives. La popularité actuelle de Meloni tient aussi à cette capacité de lisser le propos eurosceptique, pour mieux rassurer l'électorat conservateur et entrepreneurial qui constitue une base importante du pôle de droite autour de Silvio Berlusconi. Cette même modération de la tonalité traditionnellement anti-européenne de l'extrême-droite a été visible en Autriche pendant les deux années du gouvernement ÖVP-FPÖ emmené par Sebastian Kurz entre 2018 et 2019.

Le cas autrichien éclaire par ailleurs un second processus à l'œuvre : celui de la radicalisation des partis libéraux et conservateurs, et de la propagation croissante des thèmes et des idées de l'extrême-droite dans l'espace public. En Europe, les grands partis de droite classique se sont réappropriés beaucoup des thèses de l'extrême-droite, sur l'immigration ou l'identité. La droitisation des Républicains en France témoigne si besoin était de cette forte porosité idéologique. On en trouve trace en Autriche ou aux Pays-Bas. Cette pente est plus visible encore dans la dérive illibérale des conservateurs en Europe orientale –PiS polonais ou Fidesz hongrois– ou dans la lente

glissade national-réactionnaire du Parti conservateur américain sous l'influence de Donald Trump et, plus profondément, de la myriade d'organisations et de militants réunis au sein du Tea Party. Plus encore, les idées de l'extrême-droite ont pénétré la sphère médiatique – de Cnews à Fox passant par Breitbart, Blaze News, Compact ou L'incorrect– et se propagent désormais sur les réseaux sociaux.

Avec, en ligne de mire, la constitution d'un grand espace néo-conservateur dont Zemmour en France et Meloni en Italie se veulent les instigateurs. La stratégie d'union des droites au sens large était au cœur du projet politique d'Éric Zemmour lors de la dernière présidentielle, rassemblant transfuges de LR, identitaires et activistes violents des *Zouaves*. Elle préside aujourd'hui à la recomposition de la droite transalpine de Silvio Berlusconi à Matteo Salvini sous l'égide des Frères d'Italie ; elle offre de nouvelles perspectives à des partis jusqu'ici marqués du sceau de l'extrême-droite groupusculaire, à l'image de Démocrates suédois devenus fréquentables aux yeux des trois principaux partis du bloc bourgeois dans le Royaume.

Au-delà de ce rapprochement avec les forces conservatrices, les frontières sont devenues plus floues aussi entre l'extrême-droite institutionnelle –incarnée par les partis politiques établis tels que le FN ou les *Fratelli*– et les multiples groupuscules qui constituent les « milieux » radicaux. On sait par exemple les liens entre Reconquête ! et la mouvance identitaire. En dépit de la volonté de Marine Le Pen de dédramatiser sa formation, le RN n'a pas rompu les amarres avec l'extrême-droite traditionnelle et ses militants historiques. En Allemagne, l'AfD s'est fortement rapprochée des activistes nationalistes anti-islam de Pegida. Aux États-Unis, les événements de Charlottesville et l'assaut du Capitole ont éclairé les liaisons dangereuses entre Trump, l'establishment du GOP et certains groupes ultra-nationalistes paramilitaires parmi lesquels les Proud Boys, Oath Keepers ou Patriot Prayer.

Les évolutions en cours laissent donc présager de nouveaux succès pour une famille politique apte à mobiliser toutes les formes de ressentiment, et dont on voit qu'elle a su par ailleurs procéder aux ajustements stratégiques et programmatiques nécessaires pour s'approcher un peu plus du cœur du pouvoir. L'expérience du RN en France, des Frères d'Italie, des Démocrates suédois ou de la droite américaine nous ramène aussi à la persistance des fondamentaux idéologiques illibéraux d'une extrême-droite qui, si elle continue d'avancer masquée, n'en constitue pas moins une menace pour l'équilibre des grandes démocraties contemporaines². Et ce d'autant plus qu'elle y occupe désormais, à l'instar de la formation lepéniste dans l'hexagone, une place centrale.

² Cas Mudde, "The Far-Right Threat in the United States: A European Perspective", *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 699(1), 101–115, 2022.